

TCHAD

Enquête de référence à mi-parcours

Rapport détaillé des résultats de l'enquête à mi-parcours dans la Province du Lac au Tchad.



Abreuvement bovine autour du puit pastoral de village Lohm Koura, Canton Nguelea, Lac au Tchad. © 2021. Tous droits réservés.
Licence octroyée à l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne sous conditions

AOUT 2021



Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement dans le cadre du projet RESILAC. Son contenu relève de la seule responsabilité du projet et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ni de l'Agence Française de Développement.

SOMMAIRE

- *Contexte & Résultats clés* 03
- *Analyse par indicateur des objectifs spécifiques* 05
- *# OS1 : Renforcer la cohésion sociale, le capital humain et la gestion collective et durable des ressources naturelles* 05
- *# OS2 : Favoriser le redressement économique et la résilience à travers un accès à l'emploi et aux systèmes de production intensifiés et adaptés au changement climatique* 11
- *# OS3 : Valoriser et consolider les acteurs en favorisant le dialogue et l'engagement et en renforçant leurs capacités* 12
- *# OS4 : Produire des connaissances utiles pour la qualité des interventions du projet en contexte de crise et pour la prise de décision des acteurs locaux* 14
- *Méthodologie et limites de l'étude* 15

EN SAVOIR PLUS :

Pour obtenir des informations supplémentaires sur le projet RESILAC au Tchad, veuillez contacter HAMA GAOH Moussa, Coordinateur National à coordoresilac@td-actioncontrelafaim.org. Pour en savoir plus sur les enquêtes et autres mécanismes de redevabilité, écrivez-nous à refpilier4@resilac.org.

CONTEXTE

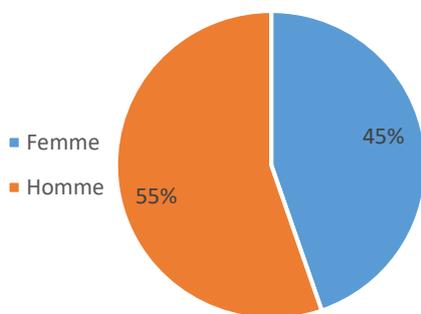
La région du bassin du lac Tchad est confrontée aujourd’hui à une profonde crise socio-économique, politique, sécuritaire et environnementale. RESILAC propose une logique pro-résilience qui contribue au redressement économique et au renforcement de la résilience des territoires les plus affectés. Pour ce faire, le projet met en œuvre des activités visant à promouvoir le développement économique, à préserver la cohésion sociale et à renforcer la capacité institutionnelle des autorités au Niger, au Nigeria, au Cameroun et au Tchad. Le projet incarne dans une seule initiative de grande envergure l’approche multi pays, multisectorielle, et multipartite pour un renforcement du triple nexus alliant « aide humanitaire, développement et paix ».

Dans sa troisième année de mise en œuvre, RESILAC intervient aujourd’hui au Tchad dans quatre cantons (Nguelea2, Nguelea1, Bol et Ngarangou), portant assistance auprès de 23 000 personnes, dont 46% des femmes et 80% des jeunes. Ce rapport présente les résultats consolidés de l’enquête à mi-parcours réalisée entre Juin et Juillet 2021 auprès de 711 personnes dans les zones d’intervention du projet au Tchad. L’objectif est de fournir une vision d’ensemble sur l’évolution du contexte et de mesurer les progrès accomplis par le projet.

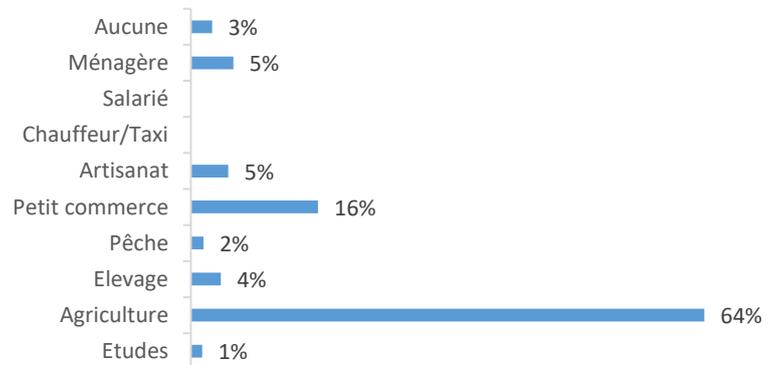
PROFIL SOCIODEMOGRAPHIQUE

L’enquête a couvert **711** individus, dont 45% des femmes, appartenant à différentes couches socio-économiques repartis dans les zones d’intervention. Sur l’ensemble, 62% des enquêtés ont fait l’école coranique contre 13% qui n’ont jamais étudiés et seulement 21% qui ont un niveau entre le primaire et secondaire. Cependant, l’enquête révèle 95% des enquêtés sont des populations autochtones et 70% d’eux exercent des activités agro-sylvo-pastorales et 16% font le petit commerce.

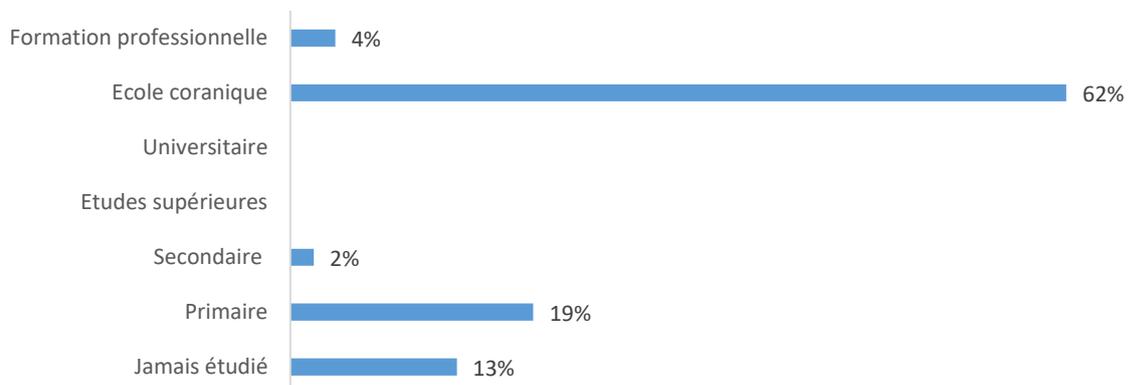
Graphique 0 : Répartition des répondants par statut



Graphique 0' : Répartition des répondants par occupation



Graphique 0'' : Répartition des répondants par niveau d'éducation



RESULTATS CLES

CAPITAL SOCIAL DES COMMUNAUTÉS¹ LÉGEREMENT ACCRU

Dans les quatre cantons enquêtés, les populations montrent une légère augmentation de leur engagement communautaire, l'accès à l'information et la participation sociale de leurs communautés dans son ensemble. Le score de l'échelle CAS est passé de 34 en 2019 à 35 en 2021. La majorité des personnes enquêtées considèrent que les membres travaillent ensemble et que leurs dirigeants les encouragent à participer à la prise de décisions.

PRISME DE L'ACCES AUX RESSOURCES NATURELLES

Plus de **80%** des enquêtés (essentiellement des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) estiment que les ressources naturelles sont distribuées de façon équitable au sein de leurs communautés. Toutefois, du point de vue individuel une partie non négligeable de femmes et des personnes déplacées et retournées considèrent ne pas avoir les mêmes droits que le reste des membres.

LATENCE DES CONFLITS COMMUNAUTAIRES

Les résultats montrent que plus de la moitié des enquêtés confrontent des conflits domestiques et inter et intra-communautaires de façon récurrente.

UNE COMMUNAUTE RAFFERMIE PAR LA PROMOTION DU BIEN-ETRE PSYCHOSOCIAL

Sur l'ensemble des personnes enquêtées, à peine 19% de personnes sont au-dessus du seuil de bien-être subjectif. Les déplacements forcés, la violence à l'égard d'un membre de la famille et les attaques (les explosions ou combats) liés à la crise sécuritaire sont les principales causes identifiées.

UN DISPOSITIF D'APPUI A LA FORMATION ET REINSERTION DES JEUNES EN PHASE DE CROISSANCE

Les enquêtés bénéficiaires du dispositif éducation-formation-insertion (Chaines de valeur) sont plutôt satisfaits de la qualité du service. Environ 83% ont intégré un parcours d'alphabétisation, de formation professionnelle ou micro-projet générateur de revenus.

UNE AGRICULTURE INNOVANTE EN QUETE DE PRATIQUE

L'ensemble des enquêtés ont au moins reçus une formation ou une sensibilisation sur les techniques agro écologiques innovantes. Toutefois, cette activité étant encore en cours de démarrage, seulement une technique était diffusée au moment de l'enquête.

DES CAPACITES DES ACTEURS LOCAUX RENFORCES

L'enquête révèle que 75% des acteurs locaux évaluent positivement le dispositif d'accompagnement et renforcement de compétences proposé par RESILAC. Les organismes appuyés estiment les formations reçues et la pertinence des activités du projet comme appropriées à leurs attentes et leur permettant de prendre des décisions sur la gestion territoriale.

UNE INTERVENTION DE QUALITE

86% des enquêtés pensent que le projet RESILAC met en œuvre des activités de qualité. En effet, il a été constaté une nette évolution par rapport à la situation de départ en termes de communication, de la participation des communautés dans la mise en œuvre des activités ainsi que par rapport à la pertinence et effets de ces dernières.

¹ Le score CAS repose sur l'avis des communautés sur le capital social communautaire, vis-à-vis de l'homogénéité, de la fragmentation sociale, les tensions et/ou conflits, la sociabilité, l'entraide, la gouvernance et l'engagement ; il s'agit des ressources intangibles dont une communauté dispose pour contribuer à son développement social et construction de la paix. Un score plus élevé représente un plus grand capital social communautaire

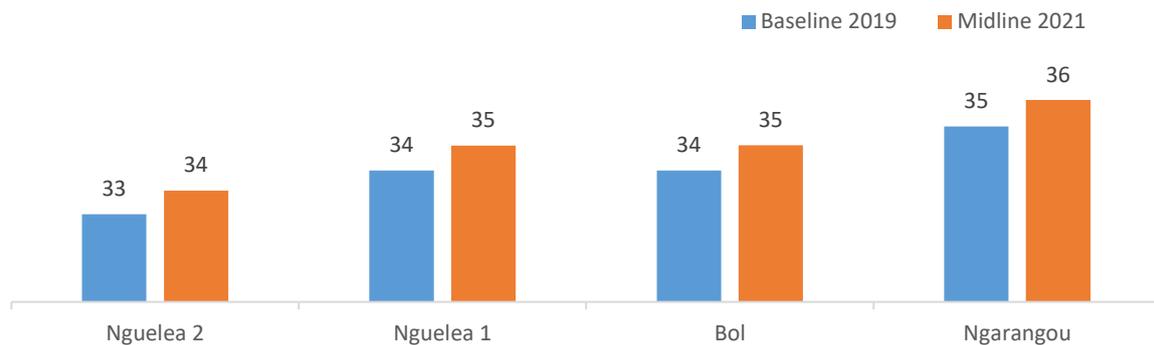
ANALYSE PAR INDICATEUR

Présenté selon l'objectif stratégique du projet, ce rapport repose sur une analyse commentée et des interprétations des représentations graphiques des indicateurs contractuels des résultats du projet. Chaque indicateur fait l'objet d'une explication générale, suivi parfois des représentations graphiques pour illustrer les réponses.

OS 1 / Renforcer la cohésion sociale, le capital humain et la gestion collective et durable des ressources naturelles

1 # INDICATEUR : TAUX D'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DES COMMUNAUTES (CAS)²

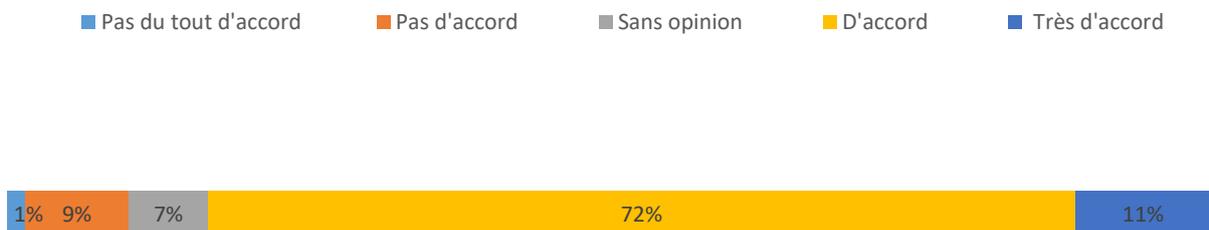
Graphique 1 : Evolution comparative du score CAS communautés par canton



Malgré la dégradation du contexte sécuritaire, les résultats de l'enquête montrent une **évolution positive du capital social communautaire**, passant de 34 à 35 sur un total de 50 depuis l'enquête précédente, confirmant l'importance des liens sociaux et de l'entraide à l'échelle locale comme ressource capital vers la résilience des territoires. Toutefois, il convient d'illustrer les questions individuelles de l'échelle, qui reflètent de façon plus précise le vécu et le positionnement des communautés vis-à-vis d'elles-mêmes.

Graphique 2 : Resultats de l'echelle du score CAS par question

Q1. Les membres de cette communauté se considèrent, avant tout, tchadiens



Plus de 83% des enquêtés estiment que les membres de la communauté se considèrent, avant tout des tchadiens que d'appartenir à un groupe ou ethnique. Cela témoigne l'appartenance et le rattachement à un territoire et une communauté garant d'une cohésion sociale au sein de la communauté.

² Le capital social communautaire se réfère ici à l'ensemble de ressources que les membres d'une communauté apportent pour appuyer leur développement. L'objectif est donc de mesurer l'engagement, l'accès à l'information, la participation et le capital économique d'une communauté dans les cantons d'intervention afin de pouvoir mesurer son évolution au fil du projet.

Q2. Les membres de cette communauté ont tous, pour la plupart, les mêmes conditions de vie



Une proportion de 84% des répondants estiment que les membres de la communauté ont pour la plupart, les mêmes conditions. Toutefois on remarque que 15% des enquêtés pensent qu'ils n'ont pas les mêmes conditions que les autres.

Q3. Les membres de cette communauté se font, la plupart du temps, confiance



Plus de 85% des enquêtés estiment que la communauté se font, la plupart du temps en confiance et se confie entre eux.

Q4. Les membres de cette communauté identifient facilement les personnes clés



La majorité (92%) des enquêtés estiment facilement identifier les personnes clés de leur communauté. Ceci montre une forte cohésion sociale, renforcée par une confiance mutuelle entre les membres de la communauté.

Q5. Les membres de cette communauté savent quand des événements communautaires importants ont lieu



La majorité (93%) des enquêtés estiment connaître quand est-ce que les évènements communautaires importants ont lieux et 2% ont souhaité ne pas répondre. Cette connaissance par les communautés des évènements témoigne de l'importance de ces évènements qui constituent d'ailleurs un facteur de brassage social et du vivre ensemble.

Q6. Les membres de cette communauté travaillent généralement ensemble sur des questions importantes



Environ 90% des enquêtés ont affirmé que les membres de la communauté travaillent généralement ensemble sur les questions importantes.

Q7. Les membres de cette communauté font souvent partie d'un groupement ou association communautaire



Plus de 75% des enquêtés affirment appartenir à des groupements ou associations communautaires. Ces groupements contribuent au développement communautaire et à la promotion de la paix.

Q8. Les membres de cette communauté se réunissent souvent pour trouver des pistes de solutions aux problèmes communs



Parmi les membres de la communauté enquêtés, 75% estiment que la communauté se réunie souvent pour trouver des pistes de solutions à leurs problèmes.

Q9. Les membres de cette communauté sont encouragés à participer à la prise des décisions qui les concernent



92% des répondants estiment que les membres de la communauté sont encouragés à participer à la prise des décisions qui les concernent.

Q10. La communauté a suffisamment d'argent pour soutenir des programmes d'amélioration communautaire

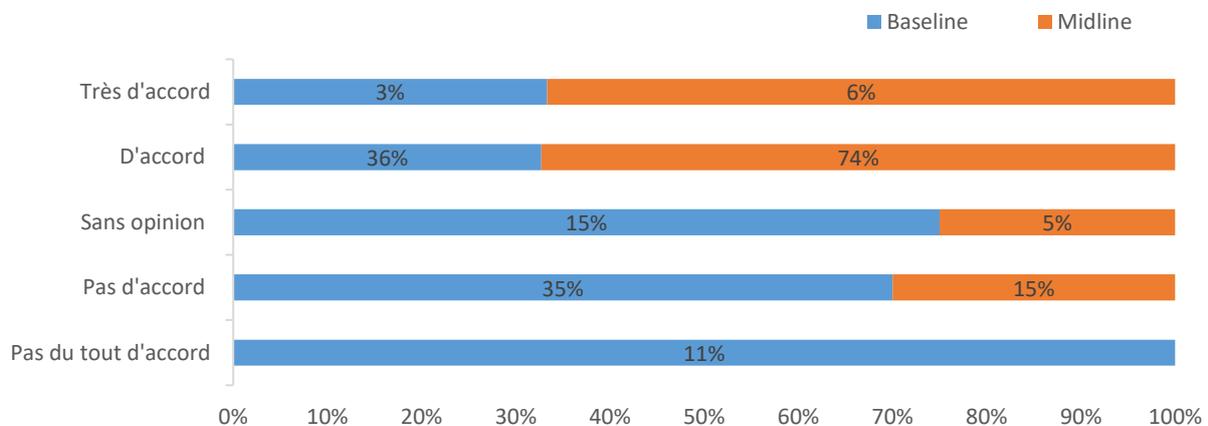


Environ 52% des enquêtés pensent que la communauté possède suffisamment d'argent pour soutenir des programmes communautaires.

7 # INDICATEUR : EVOLUTION DU % DES INDIVIDUS (JEUNES ET FEMMES) QUI ESTIMENT AVOIR UN ACCES EQUITABLE AUX RESSOURCES NATURELLES

Plus de 80% des personnes enquêtées estiment que les ressources sont distribuées de façon équitable dans leur communauté. Ceci représente une forte évolution par rapport à l'enquête précédente, dans laquelle seulement 39% des individus partageaient cet avis et déploraient plutôt une influence des relations de pouvoir sur la distribution et la qualité des terres, gérées directement par les chefs de village avec une faible implication de la communauté ou des acteurs étatiques.

Graphique 3 : Evolution de la perception des communautés de l'accès aux ressources naturelles



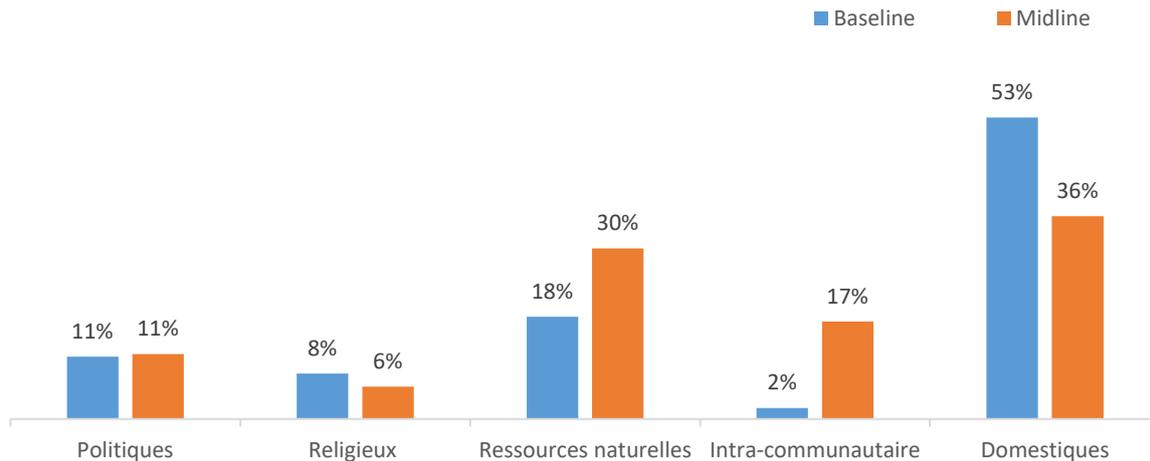
Cette forte amélioration pourrait s'expliquer du fait que **4 conventions locales ont déjà été développées et signées dans le cadre du projet, formalisant un schéma conciliant la gestion de l'environnement et l'exploitation concertée et durable des ressources naturelles de 878 villages, dont 23% situés sur les îles.** Outre cela, **l'intensité de la crise semblerait justifier l'exceptionnalité des mesures restrictives vis-à-vis des populations, atténuant la responsabilité des autorités nationales sur la gestion des territoires et améliorant l'avis des communautés sur la gouvernance nationale des ressources.**

Quant à leurs droits individuels, l'appréciation est clairement divisée entre 57% des enquêtés qui estiment avoir les mêmes droits que les autres, contre 38% des personnes qui ne sont pas d'accord ou pas du tout d'accord, en particulier les femmes. Cela est dû à l'instabilité de la zone des ressources qui est inhospitalière pour les femmes où les abus, harcèlements, violences et enlèvements sont pratiqués sur les femmes.

8 # INDICATEUR : % DES INDIVIDUS QUI ESTIMENT QUE LES CONFLITS INTER COMMUNAUTAIRES N'ONT PAS AUGMENTÉ

Selon l'étude réalisée par le Groupe URD en 2020³, la crise sécuritaire s'est ancrée dans des contextes déjà fragiles où l'État est faible et source de méfiance, l'accès aux services de base restreint et les tensions ethniques rapidement activables et instrumentalisées. La diminution des terres de pâture, combinée aux mouvements forcés de population et aux contraintes d'accès à certaines zones, conséquences directes de la crise, ont exacerbé les conflits agro-pastoraux autour du foncier et de l'accès aux ressources, instaurant un climat de suspicion et de peur qui a favorisé le renouveau de certains clivages religieux et/ou ethniques.

Graphique 4 : Evolution des conflits les plus fréquents



Les résultats de l'enquête confirment cette tendance : **les communautés estiment être de plus en plus confrontées à des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles et intracommunautaires.** Ils constituent, respectivement, 30% et 17% des conflits les plus récurrents indiqués en 2021, alors qu'ils représentaient 18% et 02% lors de l'enquête initiale en 2019.

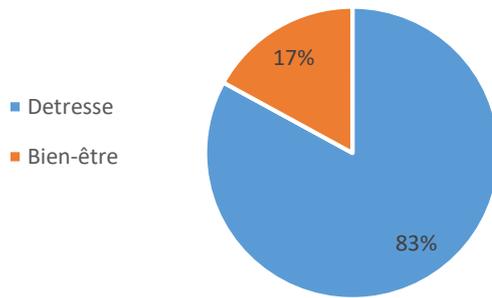
4 # INDICATEUR : % DE PERSONNES SUIVIES QUI MONTRENT UNE AMELIORATION DE LEUR BIEN-ETRE

Les populations du bassin du lac Tchad font face à de nombreux obstacles qui impactent les dimensions familiales, sociales et économiques et peuvent entraîner une augmentation des troubles psychologiques. Par ailleurs, les zones les plus affectées sont caractérisées par un manque de professionnels et de services de soins spécialisés en santé mentale.

Les résultats issus de l'enquête reflètent une détérioration du bien-être subjectif dans la zone d'intervention, hors bénéficiaires projet : **83% des répondants seraient en état de détresse psychologique subjective.** Par rapport à l'enquête initiale, la moyenne générale diminue de 2 points, en passant de 11 à 9 sur un score total de 25, alors que le seuil de bien-être est de 13. Les principales causes identifiées sont liées à la crise sécuritaire : les déplacements forcés, la violence à l'égard d'un membre de la famille et les attaques (les explosions ou combats). Les symptômes les plus fréquents de la détresse psychologique varient entre les troubles de sommeil, les états dépressifs, la fatigue, la perte de l'appétit et des plaintes psychosomatiques. Les problèmes qui atteignent le bien être des communautés sont aussi bien d'ordre économique que social. Cette corrélation est plus ou moins confirmée par le constant fait de façon générale, les individus qui exercent des tâches économiques génératrices de revenus présentent moins des symptômes de détresse psychologique.

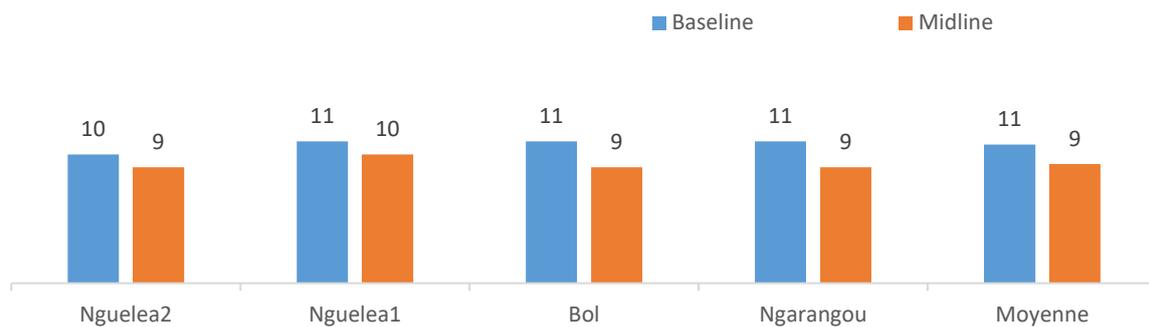
³ "Bassin du lac Tchad : soutenir la cohésion sociale par l'appui aux mécanismes endogènes de prévention, médiation et résolution de conflits ?", Groupe URD, 2020

Graphique 5 : Evolution des conflits les plus fréquents



Malgré l'ampleur de besoins psychologiques de la population, **et l'existence** de politiques stratégiques / documents de référence nationale, **la zone d'intervention est caractérisée par un manque de services de soins spécialisés en santé mentale**. Les services d'accompagnement psychosocial sont, pour la plupart, fournis par les acteurs internationaux qui travaillent dans l'aide d'urgence humanitaire. Or, les structures sanitaires se trouvent démunies de compétences pour la prise en charge de personnes en détresse psychologique.

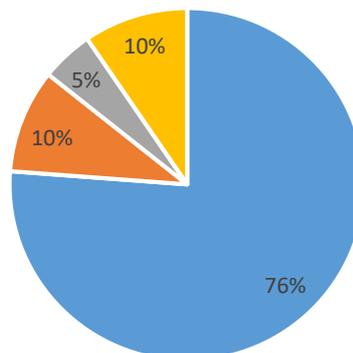
Graphique 6 : Evolution de bien-être subjectif par canton



Parmi les acteurs institutionnels interviewés, **30% connaissent l'existence d'un service de soutien psychosocial dans leur zone**. Quant à qui fournit le service, 10% ont indiqué l'Etat / centres de santé et volontaires communautaires, 76% ont identifié le projet RESILAC et 15% des ONGs internationales.

Graphique 7 : Presence de services de soutien psychosocial

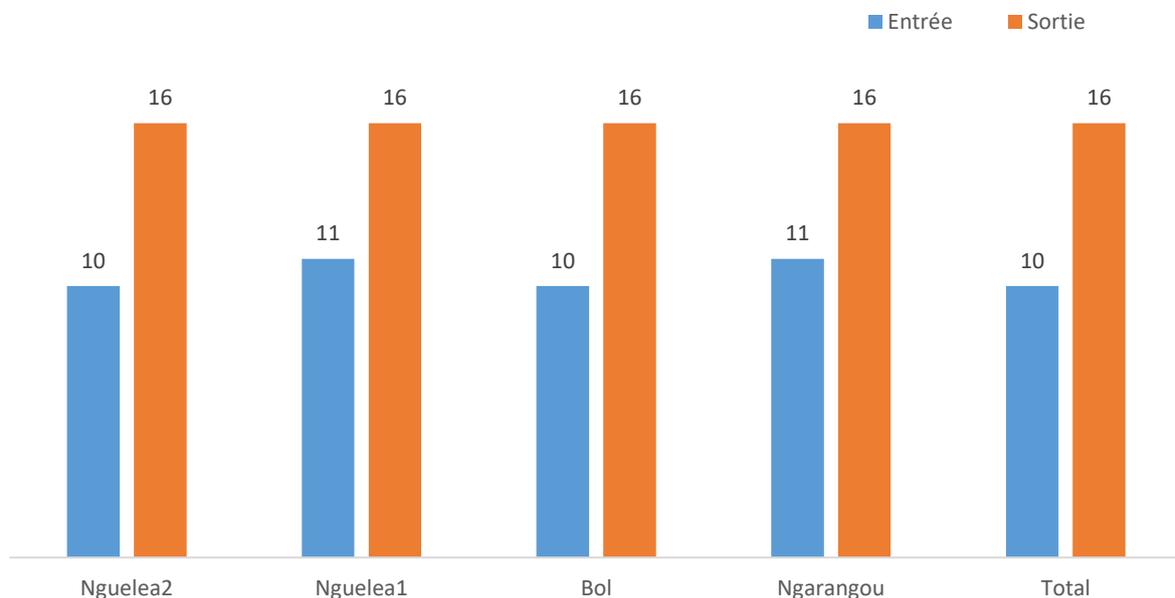
■ RESILAC ■ COOPI ■ CARE ■ VOLONTAIRE/CRT



Dans ce contexte particulièrement difficile, RESILAC fournit plusieurs types d'accompagnement psychosocial visant l'amélioration de l'état général de bien-être, le renforcement de l'estime de soi et le développement de compétences psychosociales pour une meilleure intégration aux activités socio-économiques de leurs communautés. Les populations les plus affectées par la crise bénéficient d'une prise en charge psychologique (individuelle ou en groupe) à travers un appui rapide d'une durée de 5 semaines.

Les résultats collectés depuis le début du projet montrent l'efficacité du dispositif proposé : **100% des personnes accompagnées améliorent leur état de bien-être** d'environ 8 points. Les informations recueillies lors des exercices évaluatifs montrent que les personnes accompagnées se sentent valorisées grâce au renouvellement de leur propre estime de soi ainsi que l'amélioration de leurs symptômes psychiques et psychosomatiques. Au-delà de l'**amélioration du bien-être individuel**, cette assistance aurait des effets importants sur leur **capacité à se projeter et s'investir dans l'avenir**, la **consolidation des relations intrafamiliales** et des liens sociaux.

Graphique 8 : Evolution de bien-être des bénéficiaires directs (prise en charge) par canton



Généralement, les activités de soutien en santé mentale et psychosociale de RESILAC sont entre autres l'appui psychologique individuel et/ou groupal des personnes en détresse, le renforcement des compétences psychosociales des jeunes en pleine insertion professionnelle et enfin la formation des personnes clés de la communauté aux Premiers Secours Psychologique et au protocole PM+. Ainsi, la prise en charge en groupe semble être, à cet effet, particulièrement positive : les rencontres régulières et le partage des émotions ou vécus intimes facilitent à ce que les gens apprennent à se connaître, s'apprécier et se faire confiance. Cette stratégie de mise en œuvre a eu des effets particulièrement concrets sur la stabilisation des foyers, brisant des clivages (entre générations, entre ethnies, entre couches sociales, etc.) et favorisant l'entre-aide dans les zones les plus touchées par la crise sécuritaire. A titre d'exemple, au Tchad, les bénéficiaires en santé mentale ont aujourd'hui créé des groupes volontaires de soutien communautaire intégrant des systèmes de « tontine » pour se soutenir et soutenir d'autres personnes en détresse. Et la constitution en cours des groupes de secouristes communautaires en santé mentale. Tout compte fait, les résultats de la présente enquête démontrent que les activités de Santé mentale et psychosociale favorisent une nette amélioration du bien-être subjectif des communautés qui est un grand facteur de résilience.

OS 2 / Favoriser le redressement économique et la résilience à travers un accès à l'emploi et aux systèmes de production intensifiés et adaptés au changement climatique

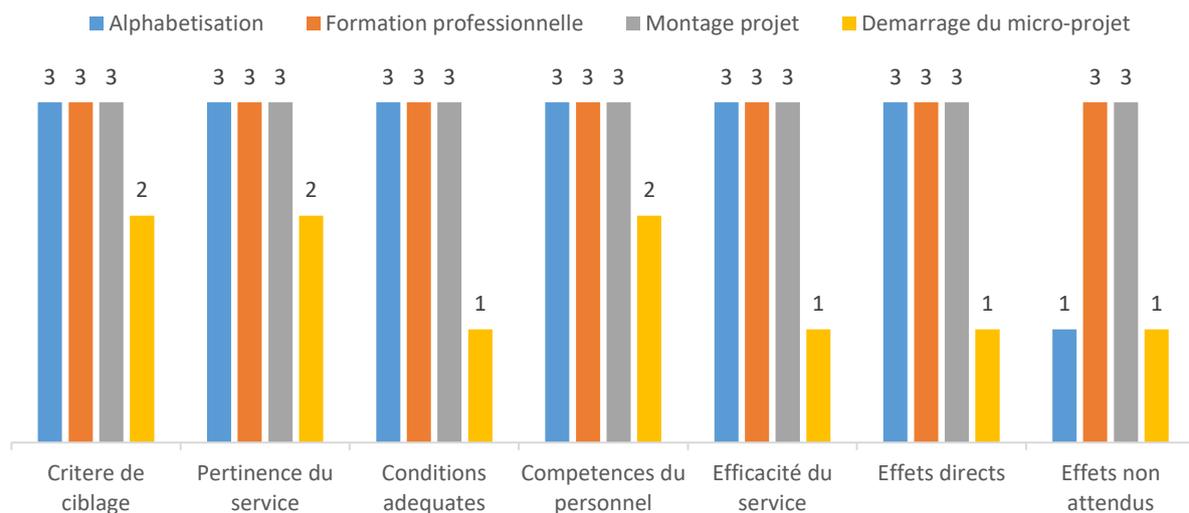
14 # INDICATEUR : NIVEAU MOYEN D'APPRECIATION DES JEUNES ACCOMPAGNES EN MATIERE DU DISPOSITIF EDUCATION-FORMATION-INSERTION ECONOMIQUE

RENFORCEMENT DE LA REINSERTION SOCIOECONOMIQUE DES JEUNES

Au Tchad, le parcours de réinsertion socio-économique intégrant l'alphabétisation fonctionnelle, la formation professionnelle et l'accompagnement au démarrage de micro-projet n'est pas encore finalisé. Cependant, l'appréciation des bénéficiaires en cours semblent être plutôt positives.

Les témoignages montrent que l'appui à l'alphabétisation a eu des effets sur la confiance et l'estime de soi des apprenants, entraînant une plus forte participation dans la vie communautaire, en particulier des femmes. En outre, les jeunes et les femmes ont acquis des compétences nouvelles. A travers ces accompagnements sont nés des nouveaux types d'agriculteurs, des petits commerçants, des artisans, etc.

Graphique 9 ⁴: Score moyen d'appréciation du dispositif education-formation-insertion



Ceci aurait permis à certains bénéficiaires qui ont démarré les activités génératrices de revenus ou ceux qui se sont constitué en groupement de soutien de micro crédit comme les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit de pouvoir encaisser des revenus issus des initiatives professionnelles comme des unités de production, de transformation et les capacités techniques acquises à travers RESILAC.

ACCOMPAGNEMENT DE L'AGRICULTURE INNOVANTE ET ADAPTEE

Les pratiques agro écologiques identifiées au Tchad sont principalement la technique de Zaï, la technique de la production de bio pesticide à base de produit locaux, la technique de production de semences maraîchères et enfin la technique et/ou pratique de l'irrigation agricole. A l'heure actuelle,

⁴ Est un score développe afin de mesurer le niveau d'appréciation des bénéficiaires vis-à-vis de la qualité du dispositif. Il varie sur une échelle allant de 1 qui correspond à un niveau Très insatisfaisant a 4 correspond à Très satisfaisant.

seulement la technique du Zai est en cours de diffusion pratique, dont les bénéficiaires constatent déjà des résultats positifs tels que la réplique dans leur champ ou le transfert aux pairs. Toutefois, des sessions de sensibilisation sont réalisées pour les autres techniques en attente de démonstration pratique.

Les résultats montrent que le taux d'utilisation à présent est de 89% sur la technique de Zai. Tandis que, la technique de production de semences maraichères et la pratique d'irrigation sont visiblement pratiquées où en cours. Car, les producteurs ont bénéficié de séances de sensibilisations sur ces techniques d'où leur volonté de vulgarisation

Graphique 10 : Taux d'utilisation des techniques agro-écologiques



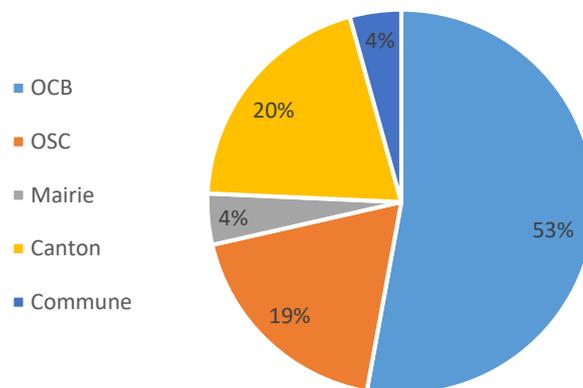
Le Maïs demeure, l'aliment de base dans la zone d'intervention. Et la technique de production de semence apprise aux bénéficiaires à travers les sensibilisations et des démonstrations chez certains aussi bien superficielle soit elle avait engendré de réplique au niveau des autres bénéficiaires.

OS 3 / Valoriser et consolider les acteurs en favorisant le dialogue et l'engagement et en renforçant leurs capacités

20 # INDICATEUR : SCORE MOYEN ⁵D'APPRECIATION DE L'EVOLUTION DU ROLE JOUE DANS LA GESTION DU TERRITOIRE PAR LES ACTEURS CIBLES POUR LE RENFORCEMENT DE CAPACITES

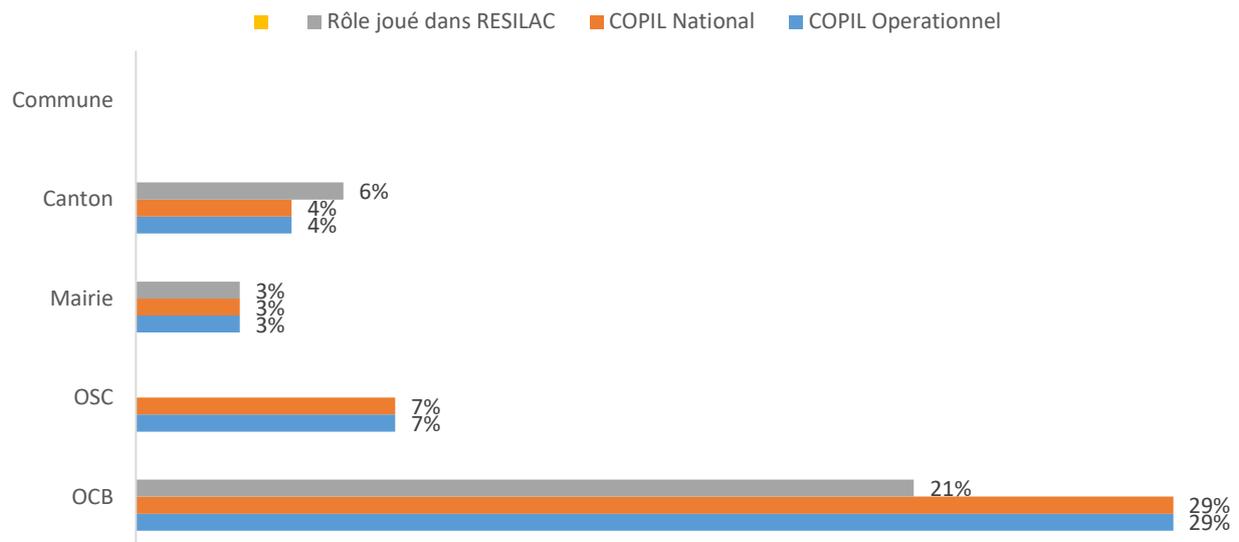
RESILAC propose divers accompagnements et formations adaptés pour renforcer les compétences des différents acteurs. Les OCB sont soutenues dans leur fonctionnement à travers des formations et sensibilisation sur la citoyenneté et le développement communautaire, tandis que les OSC sont consolidées à travers un soutien structurant holistique. Après trois ans de mise en œuvre, les résultats montrent que l'appréciation moyenne des parties prenantes sur l'évolution de leur rôle est de 3 (sur un score total de 4), indiquant un **niveau de satisfaction assez positif sur l'accompagnement et le renforcement des capacités proposés.**

Graphique 11 : Types d'acteurs enquêtés



⁵ Une échelle de 1 à 4 (1 étant très insatisfait et 4 très satisfait) a été développée afin de mesurer le niveau moyen d'appréciation des acteurs sur l'évolution de leur rôle grâce à l'appui et accompagnement du projet

Graphique 12 : Appréciation de la participation et rôle dans le pilotage du projet par type d'acteurs



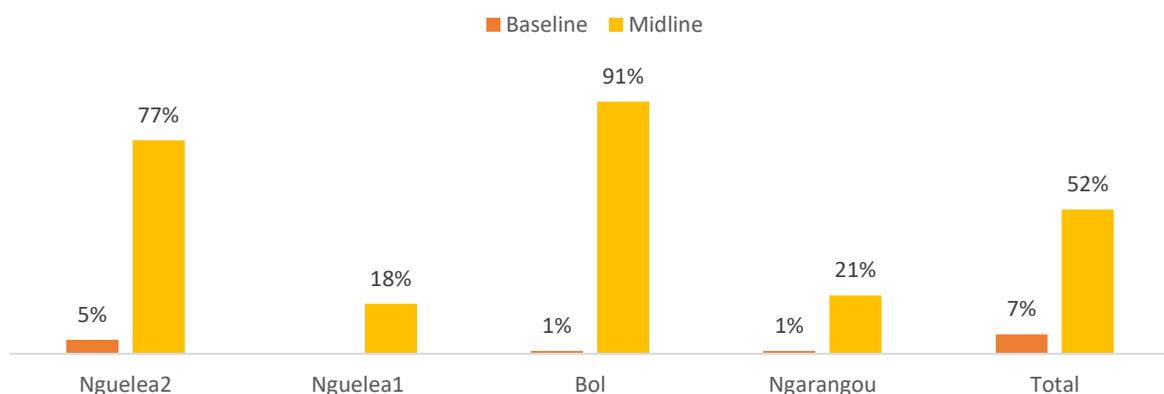
PROMOTION DU GENRE

Au travers, des inégalités de genre dans le Bassin du Lac Tchad qui se sont aggravées en raison de la crise qui sévit dans la région : les femmes ont vu réduire leur accès aux ressources économiques et productives dans un contexte fragile face au changement climatique et à l'insécurité régnante. Il faut rappeler que l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes est un facteur clé pour le développement durable et la stabilité de la région.

Un accent particulier est mis sur la prise en compte du genre dans la mise en œuvre des activités du projet RESILAC. Pour y contribuer, les activités liées au renforcement institutionnel et organisationnel ne font l'exception à la règle de RESILAC de faire participer et veiller à renforcer à la participation des femmes au sein des organisations locales engagées dans la mise en œuvre du projet.

Les résultats de l'enquête montrent toutefois une évolution positive au sein de la participation féminine au sein des organismes appuyés par le projet, passant d'une représentation de 7% en 2019 lors de la Baseline à 52% à l'enquête Midline 2021.

Graphique 14 : Evolution de la participation des femmes dans le cadre de decisionnel



Cette évolution s'explique par le fait que les OSC et OCB appuyées dans le cadre du Pilier 1 ont été consultées cette fois-ci, alors que la représentation au sein des organismes institutionnels reste relativement faible. Outre cela, les activités additionnelles liées au genre dans le cadre du projet DFID auraient aussi impulsé l'intégration des femmes dans les sphères décisionnelles des acteurs locaux. Outre, le projet genre DFID, les politiques publiques gouvernementales ont beaucoup contribué à asseoir la promotion féminine dans les cantons de mise en œuvre du projet RESILAC à travers la délégation provinciale du ministère de la femme et de l'action sociale.

OS Additionnel / Assurer une intervention de qualité et redevable

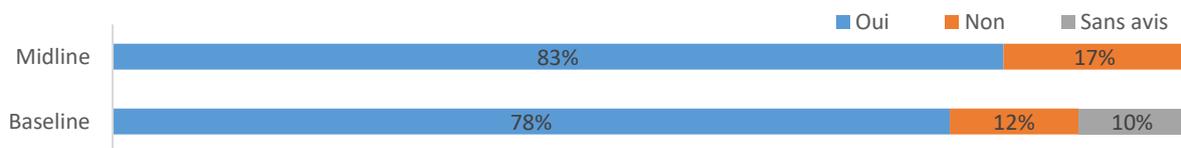
INDICATEUR RESILAC : EVOLUTION DU SCORE DE QUALITE

La faible influence des communautés dans les interventions les concernant représente un des principaux obstacles vis-à-vis de la pertinence et de la qualité des actions de solidarité dans la région du bassin du lac Tchad. RESILAC est particulièrement attaché aux engagements de la Norme Fondamentale Humanitaire afin de contribuer à une aide adaptée, appropriée aux besoins et basée sur la communication, la participation et les retours d'informations.

Q1. Vous sentez-vous suffisamment informés à propos de RESILAC ?

Après trois années de mise en œuvre, 83% des bénéficiaires directs et indirects estiment qu'ils reçoivent assez d'informations du projet, soit un taux d'évolution de 5% par rapport à l'enquête précédente.

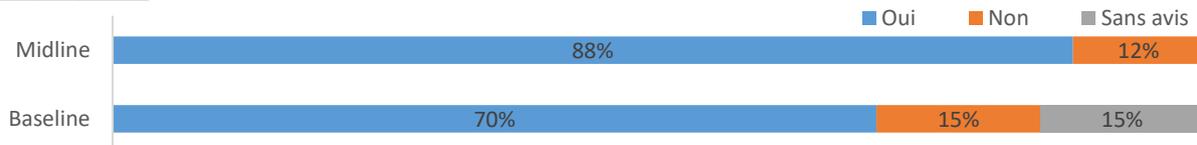
Graphique 15 : Evolution de la perception des communautés sur la communication



Q2. Le soutien reçu par RESILAC correspond-t-il à vos attentes ?

De façon, générale, 88% des enquêtés estiment que le soutien reçu correspond à leurs attentes. Alors qu'en 2019 à l'enquête Baseline, ils étaient à 70% soit une évolution de 18%.

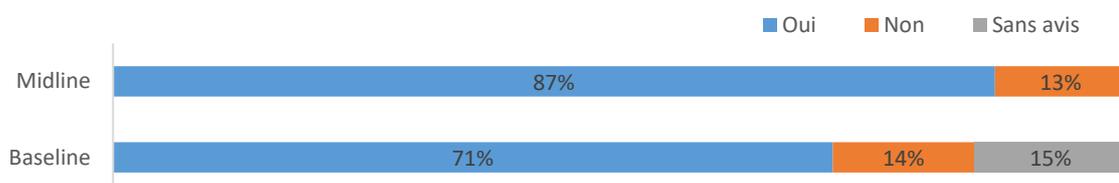
Graphique 16 : Evolution de la perception sur leur satisfaction relative au soutien reçu



Q3. Le RESILAC fait-il une différence dans votre vie ?

Selon les résultats, 87% des enquêtés affirment que le projet a fait une différence dans leur vie, une augmentation sur les 71% lors de la Baseline.

Graphique 17 : Evolution de la perception des communautés sur les effets de RESILAC



METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'ETUDE

La collecte de données terrain a été précédée par un atelier régional de formation sur les approches et les méthodes mises à contribution par le Groupe URD. Sous la coordination du Pilier 4 et l'appui des différents partenaires, le Responsable Pilier 4 a formé et supervisé 15 enquêteurs qui ont administré les questionnaires sur le terrain en Kanembou, Boudouma et arabe tchadien.

L'hétérogénéité des zones et le manque de données démographiques actualisées et fiables de base ont justifié le choix de réaliser un échantillonnage raisonné non aléatoire. Au Tchad, les zones ont été sélectionnées en fonction du poids programmatique, à forte tensions communautaires, tenant compte l'accessibilité des villages liées aux mesures de sécurité et aléas et des mouvements pendulaires des communautés. Quant aux répondants, il a été question de diversifier les unités types de manière à inclure la plus grande variété de cas de figure possible, indépendamment de leur fréquence statistique. L'enquête s'est articulée à travers des questionnaires structurés privilégiant les entretiens individuels face à face et les échanges délibératifs ouverts pour approfondir les sujets clés en lien avec deux indicateurs préalablement choisis.

Toutefois, les résultats doivent être interprétés avec prudence en raison des limites suivantes : les informations sont tirées directement des déclarations des répondantes lors des entretiens individuels face à face, l'existence de biais de désirabilité sociale et / ou de confirmation dans les réponses sur des sujets sensibles (conflits, ressources naturelles, appui du projet, etc.), et les interruptions liées au contexte sécuritaire.